

Ces (bonnes) surprises que pourrait réserver l'avenir économique du Royaume-Uni post-Brexit

Alors que le Brexit deviendra réalité dans les prochains mois, ses contours juridiques sont encore largement incertains.

Avec Rémi
Bourgeot

Atlantico : Quelle est l'importance à donner à ce cadre - sur la question du libre échange - pour en arriver à un résultat "satisfaisant" pour l'ensemble des parties ?

Rémi Bourgeot : On a tendance, dans ces négociations, à faire passer des questions d'ordre en réalité politique pour des critères techniques indépassables. Dans l'absolu, les différentes notions d'accords commerciaux sont imbriquées, du simple accord de libre-échange sur les biens au marché unique généralisé, en passant par l'union douanière. Les choses sont bien moins claires dans la réalité, en particulier si l'on s'est efforcé d'étudier la question de la périphérie de l'UE au cours des dernières années. Et c'est en général une erreur de voir des principes de fonctionnement absolues dans les systèmes commerciaux entre groupes de pays, qui sont caractérisés par une multitude de failles acceptées. Par exemple, la Norvège participe au marché unique sans être en union douanière avec l'UE ; situation qui n'aurait pas été acceptée si cela avait fait l'objet d'une focalisation politique. De plus, la frontière entre ce pays et la Suède, qui fait partie de l'UE, est non seulement poreuse mais même, en de nombreux points, inexistante, si ce n'est de vagues contrôles mobiles. Au regard des moyens technologiques disponibles aujourd'hui, l'idée selon laquelle il faudrait établir une frontière douanière entre l'Irlande du Nord et la Grande-Bretagne pour éviter le rétablissement d'une frontière physique inter-irlandaise relève d'un type d'interprétation littérale qu'on laisse en général de côté dans les négociations commerciales.

Depuis juin 2016, la volonté commune des gouvernements de parvenir à une forme d'accord est à peu près claire, malgré la théâtralité toute baroque des négociations qui ne cesse de surprendre sur le plan des rebondissements rhétoriques.

L'absence d'accord serait naturellement plus dommageable pour le Royaume-Uni que pour l'UE ; ce qui ne signifie pas pour autant que l'UE puisse se le permettre. Les échanges commerciaux sont non seulement étroits, mais il faut surtout penser à la complexité des chaînes de production. Dans l'industrie automobile par exemple, il est habituel que des mêmes composants fassent, au cours de la production d'une voiture, plusieurs aller-retours entre les différents pays qui y participent. Le Royaume-Uni en est une partie intégrante et l'absence d'accord aurait des répercussions sur les chaînes de production bien au-delà de ce que peut anticiper une vision simplement fondée sur les statistiques d'import/export. Le point essentiel dans l'esquisse d'un nouveau cadre aux relations entre le Royaume-Uni et l'UE consiste à préserver ces chaînes de production ; ce qui nécessite avant tout une situation de libre-échange sur les marchandises, ou tout du moins d'assurer la meilleure lisibilité et des procédures extrêmement rapides. Le fait que le pays ne souhaite manifestement plus participer à l'union douanière, de façon à pouvoir conclure des accords avec des pays tiers (tout en maintenant une situation effective de libre-échange avec le continent) ne devrait apparaître que d'une importance relative sur le plan économique, une fois passé le choc existentiel que le Brexit représente pour l'UE.

Vincent Cable, ancien ministre des entreprises a déclaré : « Quand j'étais au gouvernement, à chaque déplacement à l'étranger, il était clair que la finance était l'un des premiers secteurs que nous défendions. Nous n'avions même pas besoin de le dire. Maintenant, voilà que Londres dit le contraire. La priorité est donnée à l'industrie ». Quel avenir économique peut-on anticiper pour le Royaume-Uni ?

On constate en effet une certaine insistance sur la question de la stratégie industrielle, qui a été l'objet de prises de position relativement avancées de la part du gouvernement de Theresa May. Ce qui est intéressant dans le type de vision avancée c'est qu'elle intègre des éléments variés, de l'éducation scientifique aux infrastructures en passant par la question fiscale, qui n'y est vu que comme une dimension parmi d'autres. Dans le contexte du scepticisme bien ancré vis-à-vis de la politique industrielle en place jusque dans les années 1970, on voit une réticence à désigner tel ou tel secteur ou l'idée d'un véritable pilotage public, qui est historiquement associé dans le pays à un certain nombre de fiascos financiers et technologiques. Dans tous les cas, les réflexions tous azimuts sur la question de réindustrialisation, aussi brouillonnes soient-elles,

marquent bel et bien l'épilogue de l'ère thatchérienne sur le plan de la pensée politique.

Il ne faut pas néanmoins penser que l'idée de ne pas intégrer les services dans les négociations avec l'UE signifie que le Royaume-Uni renonce à sa focalisation financière. Cela pourrait même s'avérer être l'inverse, avec une évolution de plus en plus marquée vers un modèle de place financière offshore. Un certain nombre d'activités, comme celle des chambres de compensation, sont appelées à être rapatriées sur le continent. Mais la place financière londonienne ne se résume pas aux fameux « passporting rights » qui lui permettent aujourd'hui d'opérer sans limite dans le reste de l'UE. Londres fait une partie considérable de ses affaires avec le marché américain (du même ordre même que l'UE), sans avoir aucun accès similaire à celui offert par le passeport financier européen.

On peut certes le déplorer, mais la City jouit de ses liens très particuliers avec les paradis fiscaux qui sont si nombreux parmi les îles du Commonwealth. Le Brexit crée une couche d'incertitude réglementaire mais ne représente pas la fin de la partie financière globale pour Londres, d'autant plus dans un contexte où pèsent des enjeux encore bien plus lourds comme celui de la digitalisation du secteur bancaire, qui est peut-être plus important que le Brexit pour la City.

Naturellement, l'évolution vers un modèle de place financière encore plus offshore ne va pas de pair avec la réindustrialisation du pays, ne serait-ce que sur le plan de la politique économique et fiscale qui sera menée dans les années et décennies à venir et, naturellement, en ce qui concerne le taux de change de la livre sterling.

En conséquence, comment en anticiper l'impact sur les membres de l'UE ?

L'UE, qui est traversée par une crise politique existentielle, se retrouvera prochainement avec, à sa périphérie immédiate, un pays qui à la fois tentera de se réindustrialiser et de renforcer son statut de place financière offshore, au moyen de sa politique fiscale notamment, en fonction des développements électoraux. On a beaucoup insisté sur les divergences économiques entre le Royaume-Uni et la zone euro ces deux dernières années. En réalité l'évolution économique du pays a été typiquement européen à de nombreux égards au cours des deux dernières décennies. Le Royaume-Uni ne s'est pas livré aux ajustements brutaux de la zone euro sur le plan des salaires mais a finalement suivi un ajustement assez classique au moyen du taux de change à deux reprises, après la crise mondiale puis au cours des trois dernières années.

En réalité, les quatre dernières décennies, depuis 1972, ont été marquées par une intégration très poussée du Royaume-Uni au sein de la construction européenne. Evidemment d'importantes différences ont subsisté, tout comme entre les pays de la zone euro qui ne parviennent pas à une solution de long terme ni sur le plan de la construction institutionnelle ni sur celui de la coordination macroéconomique. Le Royaume-Uni restera vraisemblablement très proche économiquement de l'UE sur le plan des relations commerciales mais en suivant des politiques désormais de plus en plus divergentes, aussi bien en ce qui concerne la volonté de réindustrialisation (dont le pays pourrait avoir les moyens technologiques) que les politiques fiscales non coopératives pour étendre le rôle offshore de la City en Europe et dans le monde.